LA PHILOSOPHIE DE LA PAIX

DE LA MÉTHODE DANS LA PHILOSOPHIE DE LA PAIX

Par TH. RUYSSSEN,

Professeur au lycée de Bordeaux, directeur de « *la Paix par le Droit* ».

Que la guerre soit un mal, c'est ce qui ne fait de doute pour personne, et nous ne nous attarderons pas à la démonstration de ce truisme. Mais ce mal n'est-il pas la condition d'un plus grand bien, ou tout au moins le remède d'un mal pire? N'est-il pas à ce titre inévitable, indispensable à la vie des nations, comme la douleur est, au dire de certains physiologistes, indispensable à la vie des organismes? N'est-elle pas, comme la douleur encore, rémunératrice d'énergie physique et de valeur morale? Sur ces problèmes l'accord est loin d'être fait, et la matière en est si vaste que nous n'avons pas, dans les limites de ce rapport, la prétention d'apporter une solution qui lève toutes les difficultés. Nous voudrions simplement indiquer la *méthode* qui nous paraît la plus

propre à mettre l'accord sur ce point, non pas, hélas ! entre les hommes d'État, les hommes de guerre ou les publicistes, mais simplement entre les moralistes.

Nous ne dirons rien ici de ce qu'on pourrait appeler la méthode théologique. Car si un Joseph de Maistre a cru apercevoir dans la guerre, comme dans la Révolution, l'œuvre vengeresse d'une main divine, nous avouons ne rien savoir de cette finalité secrète qui transforme les volontés des acteurs de l'histoire en outils inconscients d'une autre volonté, et il y aurait fort à redire sur une conception aussi scandaleuse de la Providence.

Nous n'insisterons pas davantage sur la méthode d'appel au sentiment, qu'il est d'ailleurs opportun d'employer dans une conférence populaire ou dans une classe d'école primaire. On ne saurait sans doute trop se laisser de faire entendre à un auditoire que l'âge ou la culture laisse encore accessible aux émotions violentes, tant de pages éloquentes, récits de batailles, scènes d'ambulances, tableaux de pillage et d'incendie, où un Vigny, un Hugo, un Tolstoï ou un Veretschaguine ont écrit leur pitié ou leur effroi. Le malheur est que ce genre d'argumentation ne peut créer qu'une disposition superficielle et passagère. Un frisson d'horreur ne suffit pas à établir une conviction, car il rencontre au fond des consciences un tréfond de dispositions contradictoires naturelles ou artificielles. « All healthy men like fighting, and the sense of danger », dit Ruskin, et le fait est que, chez les enfants

surtout — quel enfant n'a joué au soldat ? — les tableaux violents excitent moins d'épouvante que de respect admiratif pour les acteurs et d'envie pour les témoins. En outre, l'éducation a déposé chez la plupart de nos contemporains la superstition du courage militaire. Les cours d'histoire qui se professent dans nos écoles primaires et secondaires n'exaltent guère d'autre forme d'héroïsme ; Jeanne d'Arc, Turenne, d'Assas, Barat, sont, par un privilège aussi injuste qu'explicable, les types nationaux à peu près exclusifs de la valeur et du patriotisme. A ces prédispositions sentimentales, il convient sans doute d'opposer d'autres sentiments plus équitables et plus réfléchis. Mais il est plus facile d'énoncer ce vœu que de réaliser, par cette méthode, l'éducation pacifique des esprits. La dynamique des sentiments nous échappe encore presque tout entière, et c'est encore par la réforme des notions qu'il sera le plus aisé de réagir profondément sur les sensibilités.

Faut-il attacher plus d'importance à l'argument utilitaire ? A première vue il n'en est pas de plus fort. Puisque, en effet, la plupart des guerres sont engagées en vue d'un intérêt, — économique, politique, religieux, — n'est-il pas nécessaire et suffisant de démontrer qu'elles ont été le plus souvent une « mauvaise affaire » ? La liste serait longue des guerres qui ont mal fini pour l'agresseur et des victoires qui ont épuisé le vainqueur. Telles sont les victoires d'Alexandre et d'Annibal, de Philippe II et de

Napoléon même. Inversement certaines guerres malheureuses sont devenues, pour les vaincus, des sources inattendues de progrès. C'est ainsi que l'échec colossal des croisades a ouvert à la civilisation orientale les portes du monde chrétien. Les guerres d'Italie, désastreuses pour nos armées, ont hâté en France l'éclosion de la Renaissance; la guerre de Trente Ans a donné à l'Europe la paix religieuse; Valmy et Jemmapes ont ouvert l'Allemagne à la Révolution. Mais s'il nous est aisé, grâce à la perspective des années, d'estimer le bilan des guerres passées, ce bilan est précisément ce que les témoins, et à plus forte raison les instigateurs des guerres, sont le moins en état d'évaluer. Les exemples que nous venons de citer viennent justement à l'appui de cette vérité que les conséquences, heureuses ou fâcheuses, des guerres sont presque toujours beaucoup en deçà ou au delà de l'attente de leurs auteurs responsables. Au reste, « intérêt, grandeur, prospérité, richesse » d'un peuple, ne sont-ce pas là des mots dont se paient les historiens? Il n'en est pas un, je pense, qui conteste que de Sadowa et du traité de Francfort datent la « prospérité » et la « grandeur » de l'Allemagne contemporaine. Et sans doute les statisticiens nous diront à quelques millions près l'emploi des 5 milliards; ils traceront la courbe ascendante du commerce extérieur de l'Allemagne. Mais mettront-ils en regard le déchet matériel et moral, les milliards gaspillés en forteresses et en cuirassés, la politique brutale des

trente dernières années, le déclin du libéralisme? Et surtout nous diront-ils jamais en quoi le progrès du commerce et de l'industrie est précisément et exclusivement dû aux victoires de 1866 et de 1870, bien plutôt qu'au génie laborieux et patient des ingénieurs et des négociants qui, sans coup férir, ont envahi les marchés roumains, turcs ou argentins? D'où l'on peut conclure que des « bienfaits » de la guerre il est à peu près impossible de dresser le compte exact après coup, et chimérique de prévoir les conséquences avant la première bataille. Dans ces grands bouleversements, il y a toujours à perdre, mais aussi à gagner, même pour les vaincus. L'inutilité d'une guerre reste donc pour les nations comme pour les individus un point d'interrogation. C'est, comme un coup de Bourse, comme une ascension périlleuse, un risque à courir; or il est quelquefois avantageux et toujours tentant de courir un risque ¹.

Ces arguments écartés, toutes les discussions sur la guerre peuvent se ramener à l'examen de deux problèmes : problème de *fait* et problème de *droit*. Le premier point de vue a été surtout adopté par les évolutionnistes; le second relève de la morale et c'est le kantisme

1. On pourrait en dire autant de l'argument, si frappant d'ailleurs, tiré de l'énormité scandaleuse des dépenses improductives nécessaires à la paix armée. Nombre d'économistes voient dans les grands armements une source de salaires qu'il serait difficile de remplacer avant de longues années de crise, et un stimulant de la production industrielle (progrès de la métallurgie : nous devons la bicyclette à l'invention des aciers résistants et légers nécessaires aux grands cuirassés). L'argument d'utilité n'est donc à tout prendre qu'une approximation.

qui en a donné la formule la plus satisfaisante.

L'évolutionnisme conduit le philosophe à se demander si, *en fait*, la marche naturelle des sociétés humaines les amène de l'état dispersé, condition de tous les conflits guerriers, à l'état organique qui supprime les compétitions, en absorbant les groupements de faible étendue dans une unité supérieure. L'humanité, dit Spencer, passe nécessairement du militarisme à l'industrialisme, qui est pacifique par définition, de la concurrence destructive entre groupes extérieurs les uns aux autres à la concurrence féconde entre agents producteurs au sein d'une même humanité. L'extrême différenciation, qui mettra en valeur les facultés individuelles, aura pour réciproque l'extrême intégration, qui ne laissera plus subsister face à face d'éléments sociaux, hostiles et impénétrables. Les facteurs anti-sociaux s'accommoderont au milieu ou s'élimineront d'eux-mêmes, et la criminalité internationale disparaîtra en vertu des mêmes lois que la criminalité individuelle.

Pour trouver la confirmation de cette théorie fondée sur l'expérience, il suffit, semble-t-il, de jeter les yeux autour de soi.

Faits sociaux d'abord. N'est-il pas évident que la civilisation différencie les individus en développant à l'extrême chez chacun d'eux des virtualités qui restaient endormies chez l'homme primitif? Dans une horde sauvage les ressemblances entre individus éclipsent presque totalement

les différences, tandis que deux Français du xx^e siècle peuvent être séparés par les croyances, les opinions, le degré de culture, la profession, pour ne rien dire des préjugés de mode. En revanche, la civilisation identifie les groupes. Les deux Français dont nous parlons ont oublié les querelles qui divisaient leurs ancêtres bretons ou normands, lorrains ou bourguignons ; et ce nivellement des particularités provinciales s'accroît d'autant plus que l'individu appartient à des classes plus cultivées. Dépassons les frontières. D'un bout à l'autre de l'Europe, nous rencontrons, dans une bourgeoisie de plus en plus nombreuse, mêmes mœurs, mêmes modes, mêmes formes d'art. Une catégorie d'individus plus restreinte, mais sans cesse plus prépondérante, élabore une science absolument internationale. La religion et la philosophie peuvent diviser des compatriotes, de proches parents même, et les mettre moralement d'accord avec des étrangers. Le Dieu des philosophes et des chrétiens est réellement hors de l'espace. « Son royaume n'est pas de ce monde » ; il a cessé d'armer le bras séculier. Il n'est pas jusqu'à la législation qui ne tende à dépasser les frontières politiques. Non seulement la loi unifie partout les codes provinciaux, les coutumes locales, mais le droit civil, pour ne rien dire du régime politique, de tous les pays, tend visiblement à l'unité. Le fait est plus frappant encore en matière de législation commerciale et ouvrière ; une véritable émulation semble pousser tous les États d'Europe

et d'Amérique à régler dans un même sens les rapports du travail et du capital. En d'autres termes, les nations modernes, sans entente préalable et sans contrainte extérieure, par le seul effet d'une ambiance commune créée par la civilisation, tendent à s'assimiler à un type uniforme; elles évoluent vers l'unité, vers la paix.

Plus topiques encore, les faits économiques fortifient cette tendance et assurent mécaniquement au mouvement une direction invariable. Le vers de Vigny :

Le monde est rétréci par notre expérience,

exprimait déjà il y a cinquante ans cette vérité, devenue banale, que l'outillage moderne rapproche les individus. Il accélère la circulation des personnes, et par là il faut entendre bien moins les voyages d'agrément que les énormes déplacements d'émigrants ou de travailleurs qui, chaque année, par centaines de milliers d'hommes, abandonnent leur patrie sans espoir de retour. Au moyen âge, il était presque impossible à un ouvrier de trouver du travail hors du lieu où il était né. Aujourd'hui des Italiens creusent les tranchées du Transsibérien, et des montagnards basques s'engagent dans les fermes de la République Argentine. Ainsi s'accroît le nombre des hommes dont la patrie ne suffit ni à leurs plaisirs ni à leurs besoins. Au reste, ceux qui demeurent ne se passent guère plus du travail des autres nations. L'Angleterre, en 1850, produisait à peu près tout son blé. Elle importe

aujourd'hui 84 p. 100 de celui qu'elle consomme; son bétail ne lui suffit que pour les $\frac{2}{3}$. Au total, elle n'arriverait à se nourrir elle-même que pendant 91 jours par an. A la France seule, elle achète chaque année un milliard de marchandises et ne lui en vend que pour 500 millions. En revanche, la France reçoit d'Angleterre plus de la moitié de son charbon, une partie de sa fonte et de ses objets métallurgiques. Cet exemple est peut-être le plus frappant, mais non le seul, de l'interdépendance croissante qui rend les nations solidaires, au point que la disparition ou simplement le blocus de l'une d'elles serait pour beaucoup d'autres une calamité sans pareille¹.

Pour matériels qu'ils sont, ces faits n'en ont pas moins un retentissement profond sur la vie morale des hommes civilisés; car avec les richesses, plus vite même, grâce à l'électricité, les idées circulent. Notre horizon moral s'est depuis un demi-siècle prodigieusement élargi. Le journal quotidien apporte presque gratuitement aux moins curieux des lecteurs une revue des événements accomplis la veille dans le monde entier. Combien notre sensibilité eût été moins secouée par les événements de l'Afrique du Sud ou de l'Extrême-Orient, si les paquebots nous en avaient apporté l'écho avec six semaines de retard. Nous avons dit déjà que la science et l'art ne connaissent point

1. Voir pour plus de détails le livre récent de M. J. Novicow, *la Fédération de l'Europe*, in-12, Paris, 1900, auquel nous empruntons bon nombre de faits économiques.

de frontières. Ajoutons maintenant que le nombre croît des hommes auxquels la pensée et l'effort créateur d'un certain nombre d'étrangers sont devenus un aliment indispensable.

Comment cette solidarité morale d'hommes de langues et de nationalités différentes serait-elle restée sans influence sur le sentiment national lui-même? Aussi bien ne serait-il pas étrange qu'un sentiment qui a toujours évolué — religieux d'abord, civique plus tard; ethnique ici, politique ailleurs; fédératif par endroit, d'autres fois centralisateur — dût précisément se fixer et se cristalliser dans la forme qu'il revêt aujourd'hui dans un nombre plus ou moins restreint de consciences? Les républiques italiennes se sont haïes au moyen âge plus que la France et l'Angleterre au xiv^e siècle; l'Allemagne ne s'est éveillée qu'en 1815 au sentiment de son unité morale. Dès aujourd'hui le patriotisme national, si vivace pourtant dans les principaux pays d'Europe, s'associe à un sentiment plus compréhensif. Depuis peu d'années, on a vu, en présence des grands drames qui ont ensanglanté certains points du monde, se constituer une « opinion du monde civilisé », avec laquelle les hommes d'État auront bientôt à compter. Sans doute l'idée est encore très chimérique d'une fusion de toutes les races en une vaste organisation politique. Mais l'idée de patrie apparaît de moins en moins comme un concept qui se suffit à lui-même. C'est en fonction de l'idée

d'humanité qu'elle prend un sens et une valeur, puisqu'une nation ne peut plus prétendre à l'existence individuelle qu'en acceptant de respecter un minimum de conventions admises par l'humanité tout entière et qui sont la garantie de sa propre indépendance. De plus en plus se réalisera donc la belle parole de Fichte : « Par la patrie, pour l'humanité ».

Mais il y a plus encore ; c'est la politique même qui semble venir à l'appui de la thèse évolutionniste. Celle du dernier demi-siècle, tout au moins, n'indique-t-elle pas que les nations civilisées passent graduellement de l'anarchie à l'état organique ? Sans doute, ces vastes groupements en sont restés théoriquement à l'état anémique, en ce sens qu'il n'existe pas de lois internationales impératives, et qu'une nation peut encore à son gré, sans aviser personne, grossir ses armements, déclarer la guerre, conquérir les derniers territoires disponibles, décimer et annexer les vaincus. Sans doute encore la raison du plus fort reste, comme entre espèces animales, l'*ultima ratio* des conflits internationaux. Cependant l'idée commune à tous les grands jurisconsultes de façonner la société internationale sur le modèle des sociétés nationales, en une *consociatio juris*, se réalise sous nos yeux. Il existe, ou plutôt il se constitue, par-dessus le simple « droit des gens », fondé sur un sentiment problématique d'équité naturelle, un véritable « droit international ». Celui-ci repose d'abord sur les

traités bilatéraux; en second lieu — fait significatif — sur les « conventions » qu'on peut appeler « universelles », puisqu'elles obligent la plupart des nations civilisées et restent ouvertes à de nouvelles signatures. Il n'existe actuellement pas moins de huit services internationaux subventionnés par tous les États signataires et fondés sur des conventions qui constituent une véritable législation internationale pourvue d'un code, d'une procédure et de sanctions ¹.

On pourrait y joindre les conventions relatives à la conduite de la guerre, au traitement des blessés, aux droits des neutres; les « conférences » universelles ou partielles dans lesquelles certains états civilisés cherchent à établir une entente pour la garantie d'intérêts communs : conférences sanitaires, économiques (question des sucres), politiques même (conférence de Rome contre les menées anarchistes). Citons encore les « délégations » par lesquelles certains États se font représenter aux principaux congrès d'initiative privée : congrès médicaux, antialcooliques, etc. N'est-il pas significatif que deux des congrès des Sociétés de la paix, ceux de Budapest (1896)

1. Ce sont :

A. — A Berne : 1° le Bureau de l'Union postale; 2° le Bureau des chemins de fer; 3° le Bureau des administrations télégraphiques; 4° le Bureau de la propriété industrielle, artistique et littéraire.

B. — A Bruxelles : 1° l'Office contre la traite et la vente des spiritueux et des armes aux indigènes; 2° le Bureau pour la publication des tarifs douaniers.

C. — A Potsdam : le Bureau de géodésie.

D. — A Paris : le Bureau des poids et mesures.

et de Paris (1900), ont été ouverts officiellement au nom de leur Gouvernement par un membre du ministère hongrois ou du ministère français?

Ces faits nous conduisent à dire un mot des essais récents expressément tentés par les Gouvernements en vue d'assurer la paix universelle. Les Amphictyonies de la Grèce antique, la *Pax Romana*, n'avaient pas exercé leur action au delà des confins du monde « barbare ». La « Paix de l'Église » n'arriva pas même à supprimer la guerre entre princes chrétiens. La Révolution inscrivit bien dans la constitution de 1791 : « La nation française renonce à entreprendre aucune guerre dans la vue de faire des conquêtes ». Mais elle dut faire la guerre pour se défendre, et le génie malfaisant de Bonaparte ne tarda pas à changer la défense en agression. La Sainte Alliance, en revanche, fut véritablement un essai d'organisation pacifique; mais les révolutions démocratiques de 1830 et 1848 disloquèrent ces coalitions de défense monarchique.

Dans les 30 dernières années l'accord s'est établi par trois fois entre puissances civilisées pour jouer à travers le monde un véritable rôle de police internationale; nous voulons parler du traité de Berlin, de l'émancipation de la Crète et de la répression de la révolte des Boxers. Mais il faut arriver jusqu'à 1898, jusqu'à la Conférence de la Haye, pour trouver une tentative à peu près universelle d'organisation pacifique. Pour la première fois des diplo-

mates, délégués officiellement par la quasi-totalité des États civilisés, se sont réunis, non pour dépecer des territoires, mais pour faire œuvre de législation. Ils ont non seulement complété le convention de Genève, mais institué dans le plus minutieux détail une « cour d'arbitrage facultatif ». Sans doute il est facile de tourner en ridicule une institution qui n'a rendu encore aucun service¹; mais on oublie qu'aucun conflit n'a surgi encore entre deux puissances signataires des conventions de la Haye². On ferait mieux, pour évaluer le chemin parcouru, de comparer l'accueil fait par les puissances au rescrit du comte Mouraview, avec le succès malheureux de la proposition analogue formulée par Napoléon III en 1869. Au reste, l'arbitrage se glisse de plus en plus dans la pratique internationale, aussi bien que dans les conflits entre le capital et le travail. On compte au XIX^e siècle plus de 150 arbitrages, dont les deux tiers appartiennent aux trente dernières années du siècle. Aucune des décisions arbitrales n'a été contestée par les parties. Pourquoi désespérer que l'institution permanente d'un tribunal facultatif d'arbitres rende à l'avenir plus fréquente et plus facile une procédure que les États civilisés s'habituèrent déjà à provoquer d'eux-mêmes ?

1. Depuis que ces pages ont été écrites (1902) la Cour de la Haye a été appelée à résoudre deux conflits internationaux : États-Unis-Mexique d'une part; Vénézuéla-Angleterre-Allemagne d'autre part.

2. Les républiques Sud-Africaines avaient été exclues de la conférence; en Chine la guerre fut faite théoriquement pour l'empereur impuissant contre l'insurrection.

On pourrait multiplier les faits à l'infini s'il ne s'agissait ici moins de démontrer une thèse que de préciser une méthode. Il suffit que le résumé qui précède mette en un relief suffisant la fécondité incontestable de la méthode expérimentale mise à profit par l'évolutionnisme. Cette méthode aboutit nécessairement à un optimisme social. La courbe tracée par l'histoire ne peut-elle, en effet, se prolonger idéalement dans l'avenir, et l'étude du passé ne nous contraint-elle pas à affirmer que, si la paix n'est pas, elle se fait, qu'elle s'organise d'elle-même, que l'humanité se dégage de l'anarchie pour se constituer en société juridique ?

Pour notre part, nous le croyons, et nous pensons que la propagande pacifique ne saurait abuser des leçons si décisives de l'histoire et de l'économie politique. Et cependant, croyons-nous, l'accumulation ingénieuse des faits ne saurait à elle seule justifier cette foi et cette espérance. Le moindre défaut des inductions fondées sur l'histoire est de pouvoir se retourner contre leurs auteurs, et les théoriciens de la « guerre perpétuelle » ne se font pas faute, on le sait, de fonder sur cette science la démonstration de leur pessimisme social. N'ont-ils pas beau jeu de montrer que toutes les grandes époques de la civilisation sont nées dans les convulsions de la guerre ; — que les grands législateurs n'ont pu établir le droit que par la paix et la paix que par la force ; — que les règnes et les peuples pacifiques ont souvent fait piètre figure

dans l'histoire du progrès et que le moment est mal venu de nous proposer l'idéal d'une Chine immobile dans une paix séculaire et dans l'adoration inerte de son passé? D'où nous concluons simplement, — puisqu'il ne s'agit ici que de méthode, — que l'histoire se met docilement au service de toutes les thèses et qu'il est toujours trop commode aux théoriciens préoccupés de conclusions politiques de transformer ou d'éliminer les faits gênants et contradictoires.

Au reste le mot même d'*histoire* n'est-il pas une abstraction décevante? Quelles prédictions prétend-on tirer du passé, si l'on ne peut même définir au juste ce qu'est un « fait historique »? Où commence, où finit-il? Combien d'acteurs y ont joué un rôle méritant mention? Quelle part faire à la volonté des grands manieurs d'hommes et à la complicité à demi-passive des comparses? Comment comparer, pour en tirer des lois, des « tranches » d'histoire qui échappent à toute expérimentation et par suite ne peuvent se superposer rigoureusement à la manière des phénomènes physiques? Par exemple, de ce que les guerres religieuses ont disparu, est-on en droit de conclure que les guerres d'idées ont pris fin ou que les guerres économiques disparaîtront un jour? Les grands armements écrasent certaines nations modernes : mais comment calculer la limite de résistance des autres nations, si l'on tient compte de facteurs qu'aucune arithmétique ne peut évaluer, patriotisme,

sobriété, esprit d'initiative et de découverte, etc.? Au reste l'argument que tirent si volontiers les pacifiques des charges de la paix armée et du coût probable d'une grande guerre européenne, est une lame à deux tranchants, car ces charges mêmes peuvent devenir, selon les idées dominantes du moment, cause de guerre ou garantie de paix. Résignons-nous, disent les uns, à la paix armée qui nous appauvrit, si elle nous garantit de la guerre qui nous ruinerait. — Hâtons-nous, répliquent les autres, de provoquer une crise libératrice; mieux vaut le risque d'une guerre qui peut être heureuse que la certitude de l'épuisement graduel et l'énerverment stérile de l'attente.

Mais voici une critique plus directe. Comment, en bonne méthode, l'évolutionniste peut-il espérer que la concurrence vitale s'éliminera d'elle-même au terme d'un développement dont elle a été le facteur essentiel? A quoi Spencer répond sans doute que les éléments perturbateurs seuls seront supprimés par l'action du nouveau milieu social et que la concurrence se déploiera en paix sous forme de libre émulation industrielle, commerciale, scientifique. Mais cette forme de la concurrence n'est encore guère rassurante. Qui peut garantir que l'inégale répartition des richesses ne demeurera pas, dans un avenir indéfini, l'occasion de luttes violentes entre les pays de surproduction et les peuples pauvres, arriérés ou vieilliss? Un mineur du sud de la France n'arrive à extraire que

170 tonnes de houille par an, tandis que le mineur d'Écosse extrait plus du double dans le même temps ; or, malgré cette disproportion, le mineur américain arrive à disputer notre marché au mineur écossais. Est-il évitable que la tentation vienne au premier de fermer au second les portes de son pays, et au troisième, celle de les forcer.

Certaines écoles socialistes, il est vrai, tirent parti de ces difficultés pour conclure que la question de la paix universelle se résoudra le même jour que la question sociale, — jour lointain où une commission de représentants de l'humanité tout entière réglera d'autorité la production et la répartition des richesses du globe. Les théoriciens de ces écoles n'ont pas de peine à montrer que, sous nos yeux, certains phénomènes économiques, tels que les grands *trusts* d'Amérique, semblent s'acheminer tout droit vers cette solution. Mais ces transformations qui sont encore des formes de la concurrence, conduiront-elles à la paix ? Elles détruisent, sans doute, la concurrence entre les entreprises moins étendues, mais c'est en les tuant. Et qui nous garantit que les démocraties de l'avenir, si elles se substituent d'emblée aux organisateurs de ces syndicats fantastiques, se montreront humaines envers les races plus faibles ou moins favorisées par le sol et le climat ? Comment, de la richesse et de la puissance, source habituelle de la violence et de la corruption, découleront jamais la paix et la justice, si ceux qui les

détiennent ne sont pas plus que de nos jours des pacifiques et des justes?

Aussi ce doute radical sur l'avenir de l'évolution pacifique ne peut-il être levé, croyons-nous, que par une conception philosophique du devoir et du droit; et cette conception ne saurait être purement empirique. S'il est vrai que dans la trame des faits nécessaires peuvent s'insérer quelques interventions prévues par la raison humaine, le problème : « Que deviendrons-nous? » est subordonné à celui-ci : « Que voulons-nous faire? ». Ce n'est pas le lieu de refaire ici l'examen du problème de la liberté. Mais, que la liberté soit un pouvoir de commencement absolu, ou simplement la détermination intérieure des actes individuels par des motifs réfléchis, elle ne s'en oppose pas moins à la causalité naturelle, inconsciente, extérieure et mécanique. C'est seulement la mesure où les événements humains sont régis non seulement par des influences cosmiques, mais par des passions, des idées et des volitions individuelles, qu'ils constituent, suivant l'expression de Michelet, « l'histoire progressive de la liberté ». Car dans la passion même tressaille une spontanéité étrangère à l'ordre mécanique, source de contingence et de création.

Kant avait admirablement discerné ce caractère foncièrement spéculatif et volontaire de la croyance à la paix universelle. Non pas qu'il ne crût à une sorte de complicité de la nature avec les fins morales de l'humana-

nité. Il a même devancé ses contemporains dans l'affirmation formelle de la croyance au progrès. A travers les luttes confuses des individus et des races, il aperçoit un « dessein de la nature » qui tend à réaliser un ordre meilleur¹. Les discordes mêmes de l'état de nature lui apparaissent comme le stimulant indispensable qui a poussé l'homme hors de la barbarie et lui a fait chercher la liberté par le droit. Mais il a toujours maintenu le caractère purement intelligible de l'idéal pacifique. La « paix perpétuelle » est, pour lui, une *idée* au sens rigoureusement critique du terme, c'est-à-dire un concept forgé *a priori* et dont la valeur reste indépendante de toute adéquation expérimentale. Il a pu dire en ce sens que cette idée est irréalisable (*unausführbar*), qu'elle est seulement un « principe régulateur »², une maxime d'action : « La raison moralement pratique nous adresse ce veto sans appel : il ne doit point y avoir de guerre »³.

En somme, l'esprit doit condamner la guerre, non pas parce qu'elle est barbare, coûteuse et souvent inutile, mais simplement parce qu'elle est le scandale de la raison. La guerre est absurde, parce qu'elle est une abdication de l'esprit même en face de la force, un consentement à fonder un droit sur un fait dont la détermination échappe à toute prévision rationnelle, à toute esti-

1. *Idee d'une hist. universelle de la nature*, 1^{re} éd., Hartenstein, t. IV, p. 294.

2. *Doct. du droit*, trad. Barni, p. 228 (1^{re} éd., Hartenstein, t. V, p. 188).

3. *Ibid.*, p. 234 (193).

mation morale; elle est absurde parce qu'elle n'établit aucun rapport de raison entre l'effort et le succès. Que penserait-on d'un homme qui tirerait à pile ou face pour résoudre un cas de conscience ou choisir une carrière? A quoi l'on objectera sans doute que l'existence des sociétés ne saurait se réduire à des termes purement rationnels et que la concurrence vitale est au nombre de ces facteurs à la fois naturels et mystérieux qui favorisent l'éclosion laborieuse de l'état juridique entre individus et entre nations. Il n'est que trop vrai. Mais la question est de savoir si le devoir est de subir ou de transformer graduellement l'« ordre » de la nature, dans la mesure où il peut recevoir l'empreinte de notre libre effort. C'est dans l'émancipation de la loi de nature, par les victoires de la liberté sur le mécanisme, du conscient sur l'inconscient, que la raison aperçoit la méthode de son véritable développement. Car il n'y a pas, à proprement parler, de « droit naturel »; il n'y a de droits que ceux qui sont intelligibles, discutés et consentis; et la guerre, justement parce qu'elle est « naturelle », parce qu'elle supprime le consentement et la discussion, ne peut fonder aucun droit. Seules, des personnes morales, — qu'elles soient d'ailleurs des individus ou des collectivités, — sont autorisées à signer des contrats et à fonder des sociétés. Voilà pourquoi ce que Kant appelait « la constitution d'une société civile administrant le droit universellement », est la fin suprême que doivent se pro-

poser toutes les volontés bonnes. Il se peut que l'évolution historique se prête complaisamment à l'élaboration de l'idéal pacifique. Mais la pire des utopies serait de croire qu'elle pousse la complaisance jusqu'à se passer de notre effort. Tout grand progrès est à la fois effet de causes mécaniques et œuvre d'invention et de liberté. L'histoire, si elle est incomplète quand on n'y voit que des actes voulus, devient inintelligible dès qu'on les supprime. La paix est donc à la fois une conclusion nécessaire du passé et un idéal qu'on doit faire descendre degré par degré sur la terre. Telle est la vérité dont il faut, croyons-nous, nous convaincre nous-mêmes et convaincre autrui. Croire au progrès est bien ; mais, — puisqu'il n'est question ici que de méthode, — la moins efficace serait d'espérer le meilleur sans vouloir le bien.